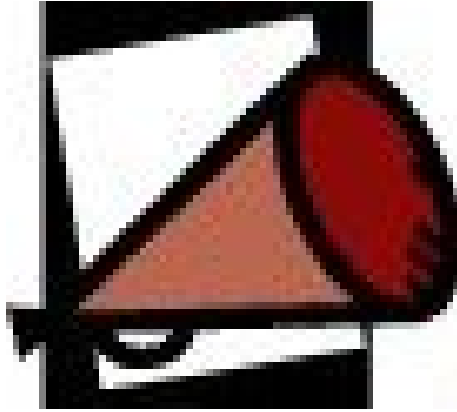


<https://www.pressegauche.org/Le-Mali-sur-le-chemin-de-la-Centrafrrique>



Le Mali sur le chemin de la Centrafrique

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 8 juin 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le cycle des guerres impérialistes pour contrôler les matières premières stratégiques a conduit à l'assassinat crapuleux de Khadafi et la destruction de la Libye par l'OTAN, bras armé de la françafrique, l'eurafrrique et l'usafrique alliées à Al Al-Qaïda financé par les monarchies des pétrodollars et a jeté le Sahel dans un cycle d'occupation militaire sous le prétexte de "lutte contre le terrorisme".

Tiré d'[Afrique en lutte](#).

Le Mali et tout le Sahel ont été mis sous coupe réglée de l'occupation armée des terroristes fascistes d'AQMI et des séparatistes de "l'Azawad" soutenus en sous main par l'impérialisme français.

D'abord appelé "Serval" du nom de cet animal qui pisse pour délimiter sa zone d'influence, puis "Barkhane" du nom de ces dunes de sables qui se déplacent dans le désert au gré des vents pour tout ensevelir, les opérations françaises et celle d'Afrikom se sont étendues tout le long du Sahel de la Mauritanie au Tchad. Seuls le Nigeria et le Cameroun dans leur bras de fer avec Boko Haram ont résisté aux sirènes d'une collaboration - soumission à l'occupation militaire des impérialistes Occidentaux. Le Mozambique vient de rejeter la présence militaire française pour sécuriser le pétrolier Total suite aux attaques terroristes à Palma.

Au Mali militairement occupé, une fois la manipulation des effets traumatisants des "pick-up djihadistes déferlant sur Bamako" estompés suite au diktat français empêchant l'armée et l'administration malienne de mettre pied à Kidal, à la tuerie de Bounti d'un mariage de civils par l'aviation française, à l'accord humiliant d'Alger imposé par la diplomatie française qui fait la part belle aux séparatistes, au soutien aux chefs d'états corrompus et serviles à la françafrique successifs et l'inefficacité française sur le terrain de la "lutte contre le terrorisme", le pays a commencé à connaître un affrontement entre les partisans de la soumission unilatérale à la françafrique, l'eurafrrique et l'usafrique et les partisans du multilatéralisme adossé à la souveraineté nationale.

Le face à face unilatéral avec l'impérialisme français, ses valets de la zone monétaire coloniale CFA et du club des présidents de la CEDEAO est de plus en plus contesté par des forces nationales qui ont besoin de pouvoir choisir librement d'autres partenaires pour faire face aux graves problèmes du séparatisme et du terrorisme.

Le multilatéralisme consécutif à la souveraineté nationale est une nouvelle exigence qui traverse toute la société, les classes sociales et les différentes institutions maliennes y compris l'armée.

C'est ainsi que le double jeu de l'impérialisme français est de plus en plus démasqué et le peuple exige de plus en plus la fin de la corruption des gouvernants et le départ de l'armée française.

Les mobilisations populaires contre le régime néocolonial ont été l'occasion de débarrasser le Mali des ex-autocrates, d'abord feu ATT, puis Dioncounda, ensuite IBK dont la répression a causé au moins 25 morts, ce qui a contraint l'armée à le contraindre à démissionner.

C'est la même corruption qui sévit au Mali depuis l'insurrection populaire de 1991 qui a mis fin à la dictature fasciste de Moussa Traoré assassin du père de l'indépendance malienne, Modibo Keita. Alpha O. Konaré, puis ATT, Dioncounda incarnent la "démocratie" du "festin des brigands" selon le titre d'un des ouvrages de Issa N'Diaye militant de gauche de ce pays, le Mali, qui porte le nom du glorieux Empire fondé au 13ème siècle.

Le Mali sur le chemin de la Centrafrique

Bien entendu l'impérialisme français, qui soutient ouvertement le coup d'état au Tchad où la junte militaire a piétiné la Constitution qui confère au président et aux vice-présidents du parlement, en cas de vacance du pouvoir, le pouvoir légal de diriger la "transition", a dénoncé comme un "coup d'état" la démission du président et du premier ministre de la transition au Mali qui n'ont pourtant pas respecté la charte de celle-ci. Il y a là deux poids deux mesures flagrant aussitôt suivi des menaces de sanctions du club des présidents laquais de la CEDEAO. Ce à quoi le Conseil Constitutionnel du Mali a répondu en validant la nouvelle présidence de la transition qui a demandé au M5/RFP, le front à l'origine des mobilisations populaires, de désigner un premier ministre et un gouvernement qui respecte la charte et les institutions de la transition telles qu'elles ont été adoptées avec l'objectif d'organiser au bout de 18 mois de transition des élections démocratiques.

La situation sécuritaire se double dans le pays d'une crise économique qui frappe très durement les populations et les travailleurs alors que tout le monde peut constater qu'au Mali il y a des milliardaires qui se sont enrichis en volant les deniers publics, ce qui a conduit l'UNTM, la centrale syndicale, à lancé la grève générale pour une redistribution salariale en faveur des travailleurs.

C'est dans un tel contexte que Macron lors de son sommet "France - Afrique sur la dette africaine" exige des ex-président et premier ministre de la "transition" de retirer, ce qui est une infraction totale de la charte de la transition qui leur réserve deux ministères (défense et intérieur), de la liste du gouvernement les deux ministres du CNSP.

Pas étonnant que l'armée réagisse en exigeant la démission du président et du premier ministre de la transition considéré comme "traîtres à la charte de la transition", ce qui permet au vice-président militaire, Assimi Goïta, de devenir président de la transition, ce que le Conseil Constitutionnel du Mali a confirmé.

Les cris d'orfraie de Macron et de Le Drian ministre des affaires étrangères condamnant ce qu'ils appellent un "coup d'état" à Bamako en oubliant de qualifier ainsi le vrai coup d'état de N'Djamena est une supercherie dont les peuples africains, surtout le peuple malien ne sont pas dupes. Même les Conseil de Sécurité de l'ONU saisi par la France officielle, qui se mêle comme au temps béni des colonies de ce qui ne le regarde pas, rejeté toute sanction contre le Mali tout en demandant le respect de la "transition". C'est encore une fois le club des chefs d'états de l'UMEOA (zone CFA) et de la CEDEAO qui exécute les basses besognes au service des impérialistes Occidentaux en suspendant le Mali.

La situation malienne actuelle, même si elle exige une grande vigilance des forces patriotiques, est une conséquence du bras de fer montant entre partisans de la continuité néocoloniale française et partisans d'en finir avec l'enclos servile qu'est la françafrique. L'occupation militaire française, eurafrique et usafricaine a démontré qu'elle ne sert pas la "guerre contre le terrorisme", mais la sécurisation de la mainmise sur les richesses du sol et du sous sol africain pour les entreprises monopolistes de la France, de l'Europe et des USA.

Le Mali est sur le chemin sinueux de la Centrafrique qui desserre progressivement l'étau de la mainmise unilatérale de la françafrique, de l'eurafrique et de l'usafricaine en développant une coopération économique avec la Chine Populaire et militaire avec la Russie bourgeoise.

Le multilatéralisme de la Centrafrique inquiète Paris au point qu'il fallait se débarrasser du dictateur Déby du Tchad traumatisé par le syndrome libyen. L'impérialisme français en perte de vitesse économique et stratégique pousse le Tchad à devenir l'instrument d'une provocation guerrière contre la Centrafrique de la françafrique.

Il faut que la jeunesse patriotique se mobilise pour le RESPECT DU DROIT DU PEUPLE, DE L'ÉTAT MALIEN DE DÉCIDER SOUVERAINEMENT D'EXERCER SA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ÉTAPE VERS LA

Le Mali sur le chemin de la Centrafrique

SOUVERAINETÉ NATIONALE ET POPULAIRE. Impérialisme françafricain, eurafricain et usafricain hors du Mali de Modibo Keita, Tiémoko Garan Kouyaté et de Soudjata Keita.

03 Juin 21